

Mendels, Rudolf Braun, and David Levine. Her common sense historical proposal is that different paths were taken by different societies to develop and sustain the skills and material conditions appropriate to proto-industrial production. According to philosophers and theologians, God is in the details and in this history the details signify the presence of Clio.

Sidney Pollard entitled his recent history *The Peaceful Conquest: The Industrialization of Europe 1760-1970* (1981). Gullickson's history is not concerned with any peace that surpasses understanding in the history of proto-industrialism, but with the strategy of survival adopted by spinners, weavers and their families. The years 1751 in Auffay are presented as the best of times for spinners; the thirty years 1787 to 1817 as the critical time of transition from cottage spinning to that of the mill; and the period 1818 to 1850 as establishing the preponderance of mechanical weaving. Interestingly, when spinning jennies and mules lessened employment for women as spinners, they became the primary labor force in cottage weaving depriving men of their claims to superior strength and skills. At the same time by 1850 women made up between one quarter and two-fifths of the agrarian labor force in the *pays de Caux*.

The reader of this splendid history, where the burden of change prevails over its subjects, is inclined to reflect again on the insistence of Martine Segalen, in her *Mari et Femme dans la société paysanne* (1980), on the complementarity of tasks and authority shared by husbands and wives in maintaining the unity of family culture in rural France. And similarly to consider again the collective work of Danièle Auffray, Thierry Baudouin, Michèle Collin, and Alain Guillerm *Feux et lieux: histoire d'une famille et d'un pays face à la société industrielle* (1980). The history of a family responding to industrialization in a manner to be described as characterized by: "Ni immoralité, ni fuite, la geste familiale se transforme, s'adapte aux mutations économiques pour mieux se préserver de ses coups plus terribles" (19).

The complexities and analytical problems central to the history of proto-industrialization propose that some shift from micro historical narrative and analysis is in order. There is need for a covering law to bring together the diverse causes of proto-industrialization generated by studies having the great merit of Gullickson's case history. Here William Reddy's *The Rise of Market Culture: The Textile Trade and French Society 1750-1900* (1984) is of paramount significance. The destiny of the spinners and weavers of Auffay was surely mapped by their limited resources and vulnerability as *entrepreneurs* unequal to the risks they assumed in the asymmetrical market culture identified by its historian Reddy.

Edward T. Gargan
University of Wisconsin-Madison

* * *

Michel Hébert, dir., *Vie privée et ordre public à la fin du Moyen Âge. Études sur Manosque, la Provence et le Piémont (1250-1450)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1987, 181 p.

Une collaboration toujours plus étroite et féconde entre des médiévistes canadiens et l'Université de Provence a permis la publication de ce court recueil d'articles sur le bas Moyen Âge provençal et piémontais. Bien qu'il procède d'un vaste projet de recherche bien structuré et déjà proche de son terme, « L'horizon 1300 à Manosque », l'ouvrage offre en quelque sorte un avant-goût des conclusions de cette enquête sur la société d'une petite ville de Haute-Provence, particulièrement bien pourvue en archives criminelles, pendant les temps de « crise » que furent les XIII^e et XIV^e siècles. Michel Hébert s'aventure donc dans la prospective en présentant dès à présent un bilan des travaux en cours, bilan qui fut dressé il est vrai à titre provisoire au cours d'une table ronde tenue à Montréal il y a trois ans. Dans l'optique d'une réflexion globale sur l'évolution de la société à la fin du Moyen Âge, il convient donc de considérer ces quelques études comme les premières pierres d'un édifice en construction.

L'ouvrage en a d'ailleurs à la fois les qualités et les faiblesses. La première impression qui se dégage, et à laquelle le directeur de la publication s'empresse de répondre, est celle d'un grand éclatement. Il paraît de prime abord inopportun de réunir sous un même titre des sujets aussi divers que la morale sexuelle, les relations entre les souverains et les communautés, le statut social des médecins ou l'errance, d'autant plus que dans trois cas sur huit, le cadre manosquin est volontiers débordé. Les propos introductifs éclairent pourtant la scène à souhait et permettent de saisir les fils conducteurs essentiels. Tandis que certaines contributions placent ostensiblement l'accent sur l'aspect « vie privée » et que d'autres semblent au contraire appartenir entièrement au domaine de l'histoire politique, chacune apporte un élément d'illustration de cette « affirmation d'un discours de plus en plus cohérent sur le bien commun et l'ordre social » (5) de ce Moyen Âge finissant.

Deux auteurs (R. Lavoie et R. Comba) évoquent cette progression plus distinctement que d'autres, grâce à des sources judiciaires qui soulignent l'opposition entre les autorités publiques et les comportements délinquants. Avec une remarquable coïncidence de vues et de chronologie, à quelques décennies près, ils constatent qu'à Manosque comme au Piémont, la répression de l'adultère, du viol et des violences familiales put bénéficier d'une justification de mieux en mieux articulée et toujours davantage appuyée sur les préceptes de l'Église. Ainsi alliés, les ennemis temporels et religieux du désordre public purent lutter avec une efficacité accrue à la défense de l'institution du mariage qui prenait une importance jusque-là inconnue. Pour des raisons qui restent obscures, les liens du mariage devinrent aux yeux des autorités bien pensantes la clef de voûte de la paix sociale.

Surtout chargés de conceptualisations, les exposés sur les femmes errantes à Manosque et sur le poids de la notion d'honneur dans les comportements délictuels fournissent néanmoins un prolongement à cette idée maîtresse : on note ainsi qu'au XIII^e siècle, le recours à la justice se faisait de façon sporadique, variant selon la gravité de l'atteinte portée à l'honneur du chef de famille, alors qu'un siècle plus tard, les prostituées, vagabondes et étrangères étaient sciemment mises à l'écart de la société. Ces deux études mettent en outre en relief l'une des constantes de l'histoire des femmes : bourgeoises offensées ou mendiante reléguées au bordel municipal, les femmes manosquines furent jugées en fonction de leur place dans un monde masculin. D'où, sans doute, le caractère périlleux d'une histoire des femmes. Cependant, l'explication historique du resserrement des mœurs se trouve mieux approfondie dans l'imposant article de R. Comba, où les critères moraux sont remis en perspective avec la courbe démographique, la conjoncture militaire et l'évolution des institutions. Les crises économiques seules ne sauraient rendre compte des variations de la délinquance et leurs effets ne sont pas nécessairement directs au point d'être lisibles sur graphique.

D'un angle différent, et pratiquement dans un autre langage, les deux articles portant sur les milieux médicaux jettent eux aussi leur éclairage sur la société de la Provence médiévale. La parenté que l'on pourrait deviner entre les thèmes de morale sexuelle et de pratique médicale, et qui faciliterait la transition entre les deux premières séries d'articles, n'est toutefois qu'un faux-semblant, car J. Shatzmiller et N. Coulet présentent les médecins plutôt en tant que catégorie socio-professionnelle qu'en tant que facteur d'intervention dans la vie privée. Ceci est particulièrement vrai du second, qui passe en revue les diverses caractéristiques des médecins et chirurgiens-barbiers recensés sur le territoire provençal : origine et mobilité géographiques, formation, degré de fortune, situation dans la hiérarchie sociale. En plus de fournir à grand renfort d'exemples une érudite mise au point du célèbre *Dictionnaire biographique des médecins français du Moyen Âge*, de E. Wickersheimer, et de souligner quelques particularités des milieux médicaux en Provence (leur instabilité, leur ouverture vers l'ascension sociale), il révèle au passage une autre manifestation de l'emprise accrue des autorités publiques sur la vie des citadins : les efforts déployés par le gouvernement communal pour se prévaloir des services d'un médecin à demeure et d'en faire un fonctionnaire. Même s'ils furent souvent infructueux, ces efforts indiquent une prise en charge du moins théorique de la santé publique, et donc l'existence d'une telle notion de santé *publique*. À Manosque, ce fonctionnaire agit d'ailleurs déjà au XIV^e siècle avec un sens des responsabilités et une éthique qui sont révélateurs de son degré de spécialisation; le bien-être physique, tout comme la paix conjugale, ne sont plus l'affaire des seuls

individus et de leur entourage immédiat. Une remarque de J. Shatzmiller entraîne cette idée un peu plus loin encore :

(les médecins) font connaître leurs volontés, leurs intérêts professionnels, leurs personnalités, pour se mettre sur un pied d'égalité avec les hommes de loi. Eux aussi prennent leur rôle très au sérieux, parfaitement conscients des conséquences juridiques de leurs déclarations (110).

Ainsi, en s'associant au monde des magistrats, ce que confirme d'autre part la prosopographie de N. Coulet, le médecin sert la cause de l'idéologie dominante.

Pour faire le tour du problème, il ne pouvait être question de passer sous silence les transformations des instances politiques elles-mêmes. Celles-ci furent-elles instigatrices ou simples participantes dans ce mouvement de longue durée qui affecta tant le contrôle des mœurs et la profession médicale? Dans la logique de l'ouvrage, la troisième partie pouvait effectivement constituer l'aboutissement d'une progression en aval, allant des symptômes jusqu'aux points de départ des mutations idéologiques, jusqu'aux centres nerveux du pouvoir et de l'orientation sociale. C'est ce que suggère M. Hébert lorsqu'il fait allusion au « rôle décisif (joué par) les structures terrestres et matérielles d'encadrement que sont les villes et les États » (6). Pourtant, les cas concrets de Manosque et d'Arles ne semblent pas dominés par ce parti-pris; les aléas des relations en dents de scie entre les seigneurs locaux, les communautés d'habitants et le pouvoir royal pourraient n'être au fond que l'une des nombreuses facettes de la « révolution mentale » (6) qui s'étend sur les deux derniers siècles du Moyen Âge. Malgré son importance comme enjeu politique, la cavalcade (impôt féodal contraignant les vassaux du comte à une participation militaire; une sorte de droit de ban provençal) illustre plus qu'elle n'explique le basculement du pouvoir depuis le seigneur du lieu, l'Hôpital, jusqu'aux assemblées d'habitants, plus tard organisées en États. Elle l'illustre d'ailleurs fort bien, avec les négociations complexes et les revirements de situation qui témoignent des tensions internes de ce monde en mutation. Elle fait suivre pas à pas le laborieux processus, marqué de pauses, d'hésitations, qui conduit à la bipolarisation des rapports de force entre le comte et les États de Provence.

Bipolaire, la relation entre Arles et son souverain l'est bien depuis de XII^e siècle; c'est dans sa nature qu'elle connaît par la suite une métamorphose. D'abord fondée sur un équilibre entre le seigneur et sa vassale, elle devient la pure soumission d'un sujet à son souverain. Il importe de noter que cette évolution finalement profitable au roi, à Louis XI en l'occurrence, s'est faite à l'insu des Arlésiens qui pendant le XIV^e siècle s'acharnaient à s'affranchir de la tutelle du comte de Provence au point même de se placer en marge des organes de décision. Illusoire autonomie, que L. Stouff dénonce habilement dans sa conclusion par la juxtaposition de deux détails : le titre flatteur de « consuls » porté par les syndics d'Arles à la fin du XV^e siècle, et le mot clairvoyant du roi René : « a nous appartient de commander et a vous dobéir... ». (171)

En plus d'enrichir le dossier des « révolutions » du bas Moyen Âge, ces descriptions circonstanciées des transferts de pouvoir qui eurent lieu à Manosque et à Arles, comme sans doute en bien d'autres villes de Provence, procurent à l'analyse une toile de fond qui appelle les nuances. Ce n'est pas seulement que les institutions se renforcent et que les autorités s'immiscent toujours plus dans la vie intime de chacun : c'est aussi le pouvoir qui passe en d'autres mains. L'encadrement social se fait dorénavant par agents interposés et non plus d'homme à homme. Le lien personnel, celui-là même qui est le ciment de la société féodale, ne tient plus le coup devant la montée des entités collectives. Certes, la parole donnée demeure l'un des piliers de la moralité populaire et ne supporte aucune violation (54), mais aux postes de commande, l'intérêt du groupe sert à justifier réformes et répressions.

La boucle est bouclée : l'édifice tient en place, il y arrive grâce à l'originalité et aux qualités de la plupart des études qui composent ce recueil. Il y arrive aussi grâce à l'indispensable texte introductif qui fait ressortir les points de jonction et lie le tout. Et sans doute puise-t-il sa force des documents eux-mêmes : l'horizon s'élargit considérablement dès que l'on ajoute aux riches sources judiciaires l'apport des statuts communaux, des procès-verbaux des délibérations, d'actes notariés et de textes législatifs. Mais s'il parvient à atteindre une réelle cohérence interne, le recueil *Vie privée et ordre social* se signale par son allure bigarrée. Rares sont les articles qui s'attaquent de front à la

problématique principale, comme si elle s'était imposée en retard seulement. R. Lavoie en fait le pivot de son texte, mais d'un texte fort court qui résume à grands traits ce qu'il nous reste à connaître des statistiques de la criminalité. D'autres études dévoilent une information plus circonstanciée, mais souvent sans faire référence aux crises de la fin du Moyen Âge. Mais à tout prendre, cet éclatement est le lot de toutes les publications nées, comme celle-ci, d'un colloque ou d'une table ronde. Sans trop prendre garde au problème de fond, l'on y retrouvera un bouillonnement d'idées et de découvertes, pas toujours dégrossies, mais du moins fraîches et stimulantes. La criminalité, la morale publique et l'équilibre politique des villes médiévales sont encore des domaines à défricher et à ce stade, il importe de multiplier les monographies pour reconstituer un tableau d'ensemble. Manosque se met à contribution.

Lucie Laroche
Université de Provence

* * *

Jean-Pierre Hendrickx — *Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges, t. 1, 1945-1975*, Louvain-Bruxelles, Nauwelaerts, 1986 (Cahier n° 100 du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine), xx-214 p.

Comme le titre l'indique, cet intéressant répertoire débute avec les travaux de l'après-guerre — c'est-à-dire à partir du moment où l'intérêt pour l'histoire contemporaine commence à devenir significatif en Belgique. Il s'arrête en 1975, mais sera poursuivi. Il comprend 1 093 titres, répartis de la façon suivante : tout d'abord, 394 titres se rapportant à des questions de politique intérieure, d'idéologies ou d'institutions; 109 à des sujets de relations internationales, militaires ou coloniales, et 299 à l'économie ou à la société. Ce sont là les orientations principales. On compte ensuite 65 sujets d'histoire religieuse ou d'histoire de la laïcité; 51 centrés sur l'enseignement; 73 consacrés à la presse, et 21 autres aux sciences et aux techniques, aux arts et aux lettres, aux sports et aux loisirs. Ce répertoire comprend en outre 15 titres se rapportant à l'un ou l'autre pays ayant dépendu naguère de l'administration belge : Zaïre, Burundi et Rwanda, et une quarantaine de sujets de diplômes témoignant d'un certain intérêt pour d'autres pays (3,6 %).

L'auteur s'est efforcé de vérifier les références travaux en main et y est parvenu dans 90 % des cas, ce qui l'a amené à préciser autant que possible les différents endroits où ces travaux de licence ou de doctorat sont conservés. Il a également tenu à enrichir son répertoire d'un intérêt bibliographique complémentaire en signalant les livres ou articles résultant de ces travaux d'études. Ce n'est pas négligeable : une fois sur trois en moyenne, en effet, ceux-ci ont abouti à une ou plusieurs publications. L'ouvrage se termine par un index des auteurs et un index détaillé des matières.

Hubert Watelet
Université d'Ottawa

* * *

Steven L. Hoch — *Serfdom and Social Control in Russia: Petrovskoe, a Village in Tambov*. Chicago: The University of Chicago Press, 1986. Pp. x, 220.

While the past twenty years have seen a multitude of works depicting the life of the average man and woman in various historical settings, few such local studies have appeared on Russia. The